

Paris, le 16 juillet 2025

Objet : Non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois : une fausse bonne idée

La Fédération CFTC Fonction Publique prend acte des annonces du Premier ministre François Bayrou, ce mardi 15 juillet, dans le cadre de son plan de redressement des finances publiques « En avant la Production ». Si la nécessité de maîtriser la dépense publique peut s'entendre, les mesures annoncées, notamment dans la Fonction publique d'État, appellent notre vive inquiétude et notre ferme désaccord.

L'annonce du non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite à partir de 2027, couplée à la suppression de 3 000 postes dès 2026 et à l'absence totale de revalorisation salariale, constitue une attaque frontale contre les services publics et celles et ceux qui les font vivre au quotidien.

Des économies qui ne règlent rien

Réduire mécaniquement les effectifs ne permet ni d'améliorer le service rendu aux usagers, ni de restaurer les finances publiques durablement. Cela revient à affaiblir des services déjà sous tension – sécurité, justice, environnement, santé publique – alors même que les besoins n'ont jamais été aussi forts.

Ce non-remplacement systématique est une logique comptable à courte vue. Elle nie la réalité des missions exercées par les agents, comme si les besoins publics pouvaient, eux aussi, être réduits d'un tiers.

Quant à l'absence de toute revalorisation, elle constitue un nouveau signal de mépris pour des agents déjà confrontés à une perte continue de pouvoir d'achat. Le simple maintien du glissement vieillesse technicité (GVT) ne saurait suffire à reconnaître l'engagement et les compétences des agents publics.



Fonction Publique

Le service public n'est pas la variable d'ajustement

La dette publique est un problème sérieux, mais ce n'est ni en gelant les dépenses de l'État, ni en sabrant dans les effectifs, que l'on redonnera de la confiance dans l'action publique. C'est au contraire en investissant dans les moyens humains et matériels des administrations que l'on construira un avenir viable et solidaire.

La CFTC appelle le gouvernement à renoncer à cette politique d'austérité aveugle et à ouvrir un véritable dialogue social, ambitieux et responsable, sur l'avenir de la Fonction publique et les moyens de répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux du pays.

La dette ne sera pas réglée sur le dos des agents publics. Elle le sera par une vision claire de l'avenir, un pilotage stratégique de l'action publique, et le courage de revoir les priorités nationales.

Pour la CFTC, les agents publics ne sont pas le problème. Ils sont une partie essentielle de la solution.

